

Pierre Buyoya enterré loin de son Burundi natal, sans tambour ni trompette

@rib News, 29/12/2020 Source AFP L'ancien président du Burundi Pierre Buyoya, décédé le 18 décembre 2020 à l'âge de 71 ans, a été enterré mardi à Bamako, loin de son pays natal qui l'avait condamné en contumace à la perpétuité, a constaté un correspondant de l'AFP.

M. Buyoya, qui résidait depuis huit ans à Bamako, était le Haut représentant de l'Union africaine (UA) pour le Mali et le Sahel depuis 2012, jusqu'à ce qu'il démissionne en novembre dernier pour «laver son honneur» après sa condamnation au Burundi pour l'assassinat en 1993 du président Melchior Ndadaye. Une messe de funérailles a été célébrée mardi matin à la cathédrale du Sacré-Coeur par le cardinal et archevêque de Bamako, Jean Zerbo, devant une centaine de personnes, dont sa femme et les trois enfants de l'ex-président et des représentants de l'Etat malien, de l'Union africaine et de l'Union européenne. «Des parents, amis et ex-collaborateurs sont venus du Burundi, mais pas une délégation officielle du gouvernement», a confié à l'AFP Pascal, un proche de la famille. Selon un haut cadre du gouvernement burundais, la présidence du Burundi avait informé la famille que «comme tout citoyen burundais», l'ancien président avait le droit d'être enterré chez lui, mais qu'il ne bénéficierait pas des honneurs dus à l'Etat «à cause de sa condamnation». Le cercueil, recouvert d'un drap mortuaire blanc, d'un ruban aux couleurs du Burundi et d'un bouquet de roses blanches, a ensuite été emmené jusqu'au cimetière catholique de Bamako. Buyoya a été inhumé en début d'après-midi. Buyoya a été condamné en octobre dernier par contumace au Burundi avec une vingtaine d'anciens hauts responsables civils et militaires qui lui étaient proches, pour l'assassinat en 1993 du président M. Ndadaye, premier président démocratiquement élu «trois mois auparavant» du Burundi premier Hutu à accéder au pouvoir. Buyoya avait dénoncé à un procès politique mené de manière scandaleuse et orchestrée selon lui par le régime militaire de l'époque, M. Buyoya, un Tutsi, a présidé deux fois le Burundi (1987-1993 et 1996-2003), accédant chaque fois au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire. Son premier mandat a été marqué par de l'espace démocratique au Burundi, qui a débouché sur l'élection de M. Ndadaye, dont l'assassinat alla déclencher dans une guerre civile qui fera 300.000 morts, opposant l'armée dominée par la minorité tutsi à des groupes rebelles. Durant son second mandat, M. Buyoya a signé en 2000 les accords d'Arusha ouvrant la voie à la fin de la guerre civile en 2003, date à laquelle il quitte le pouvoir conformément à ces accords. Le Burundi est dirigé depuis 2005 par le CNDD-FDD, parti issu de l'ancienne principale rébellion hutu, accusé de réprimer toute voix dissidente depuis une nouvelle constitution politique dans laquelle le pays a plongé en 2015.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});